

*Chapitre 17: The Court of Justice of the European Union and the European Administrative Space; Herwig C.H.Hofmann*

L'auteur du chapitre que nous allons étudier se nomme Herwig Hofmann. C'est un professeur de droit européen et de droit administratif réputé dont les travaux analysant la Cour de justice de l'Union européenne et l'espace administratif européen ont été largement reconnus par ses pairs. Il enseigne à l'Université de Luxembourg depuis 2004 et y dirige le Centre de droit européen, qu'il a fondé en 2006. Avant cela, il a travaillé comme chercheur et professeur de droit dans plusieurs universités de renom en Europe. Il a aussi été professeur invité dans de multiples universités à travers le monde. Comme évoqué, c'est un spécialiste du droit européen et du droit administratif, mais il se distingue par son approche interdisciplinaire. Cela signifie que même si ses travaux touchent des domaines juridiques, il y intègre des perspectives liées aux sciences sociales. Plus précisément, des analyses s'apparentant à la sociologie politique car il s'intéresse aux interactions entre les acteurs de l'espace administratif européen et à l'impact de ces interactions sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques européennes. Il a une vision extensive des acteurs de l'espace administratifs européens car il inclut les institutions européennes, mais il n'oublie pas les États membres, les acteurs économiques ni même la société civile. Son domaine de recherche est très large, mais il se concentre davantage sur la gouvernance de l'Union européenne, les droits fondamentaux, la réglementation ainsi que la mise en œuvre et l'application du droit de l'Union européenne. C'est un auteur très prolifique, qui a écrit et coécrit de nombreux ouvrages et articles sur ces sujets depuis son premier article publié en 1997. Certaines de ses contributions ont eu une forte résonance dans la communauté juridique européenne. Parmi ses travaux les plus remarquables, on peut citer *European Administration - Nature and Developments of a Legal and Political Space (2015)*. Son travail ne se limite pas à l'enseignement et la recherche, il fait aussi un travail de terrain. En effet, il a été consultant pour des institutions européennes et des gouvernement nationaux. Par exemple, le gouvernement luxembourgeois l'a sollicité à de nombreuses reprises pour des questions liées au Brexit. En termes de hiérarchie académique, il est considéré comme l'un des principaux experts en droit européen et en droit administratif en Europe. Il a occupé plusieurs postes de direction dans des organisations académiques. Il a aussi été membre de plusieurs comités et groupes de travail internationaux, et a remporté plusieurs prix et distinctions pour ses travaux de recherche. En somme, Hofmann est un chercheur reconnu dans le domaine du droit européen et du droit administratif, dont les travaux ont eu un impact important sur la pratique juridique européenne et son approche interdisciplinaire a contribué à faire avancer la recherche et la pratique du droit européen et administratif.

Nous allons étudier le chapitre 17 intitulé *La Cour de justice de l'Union européenne et l'espace administratif européen* faisant partie de l'édition 2015 de l'ouvrage collectif *The Palgrave Handbook of the European Administrative system*. Dans ce chapitre, Hofmann analyse les relations entre la Cour de justice de l'Union européenne ( CJUE) et certains acteurs administratifs européens, en particulier les systèmes juridiques nationaux. Il tente de

répondre au problème suivant : comment la CJUE exerce son rôle de gardienne du droit de l'Union européenne dans un contexte d'interdépendance croissante entre les autorités européennes et nationales ? Il avance une hypothèse simple qu'il s'attellera à défendre tout le long de cet ouvrage. Il s'agit de supposer que la CJUE joue un rôle crucial dans la construction de l'espace administratif européen, en établissant des normes juridiques qui régissent les relations entre les acteurs administratifs européens et en exerçant un contrôle juridictionnel sur leurs actions. Il soutient également l'idée que la CJUE a adoptée une approche que l'on peut qualifier de proactive afin de développer le droit de l'Union européenne dans le domaine administratif. Tout en cherchant à renforcer les mécanismes de contrôles juridictionnels et en encourageant les acteurs administratifs à respecter les normes de l'Union européenne. Pour étayer son propos, il va nous proposer une démonstration assez classique se basant majoritairement sur l'examen des décisions de la Cour de justice de l'Union européenne relative à la mise en œuvre et à l'application du droit de l'Union européenne dans le contexte administratif. Il accorde une attention toute particulière aux questions de l'accès à la justice, la protection des droits fondamentaux et de la responsabilité des acteurs administratifs. Il prend aussi le temps d'analyser la manière dont la CJUE interagit avec d'autres institutions européennes et nationales, notamment la Commission européenne et les tribunaux nationaux.

Pour résumer, dans ce chapitre, Hofmann commence par exposer l'évolution du système administratif européen, puis nous met en lumière les problèmes liés à l'exercice de la responsabilité judiciaire de l'Union Européenne et enfin, il nous propose deux pistes de solution potentielle.

Pour finir, cette partie nous allons énoncer les résultats de l'analyse du professeur Hofmann. En effet, il constate très clairement que son hypothèse se vérifie c'est-à-dire que la CJUE a effectivement joué un rôle majeur dans la construction de l'espace administratif européen. Elle a pu prendre cette importance grâce à sa jurisprudence qui lui a permis d'établir des normes juridiques claires, ainsi qu'en exerçant un contrôle juridictionnel efficace sur les acteurs administratifs européens. Comme évoqué précédemment, il développe succinctement deux pistes de réflexions possibles afin de répondre à la question : “ que peuvent faire le pouvoir judiciaire et les législatures aux niveaux européen et national pour répondre à ces défis ?”. La première solution possible serait “d'élargir le réseau judiciaire, ce qui permettrait d'avoir un contrôle plus efficace de la coopération administrative dans les procédures en plusieurs étapes et pourrait donc également accroître la sécurité juridique dans le système” . La deuxième piste de réflexion serait d'élaborer des approches visant à réduire la diversité des systèmes juridiques applicables dans les procédures juridiques uniques ou, si cela ne s'avérait pas possible, à réduire les effets secondaires négatifs d'une possibilité réduite de contrôle judiciaire”. Cela signifie que pour l'auteur, la CJUE peut maintenir son statut central dans le devenir de l'espace administratif européen, et faire face aux divers défis qui s'imposent. Si elle parvient à renforcer les mécanismes de contrôle juridictionnel et à développer des normes juridiques régissant les relations entre les acteurs administratifs européens et nationaux

Dans ce chapitre, Hofman utilise une méthode particulière propre aux juristes et qui ne comprend ni entretiens, ni données chiffrées. Il s'agit d'une analyse doctrinale, qui lui permet d'examiner le rôle de la CJUE dans la création et le développement de l'espace administratif européen. Il commence par examiner la manière dont la CJUE a interprété les traités européens et développé le droit administratif européen. Pour se faire, il se base sur une analyse approfondie de la jurisprudence de la Cour, et examine les affaires ayant eu les effets les plus forts sur la construction d'un véritable espace administratif européen. Il ne détaille pas toutes les décisions qu'il utilise pour construire son argumentaire dans le corps de son texte, mais il les énumère tous dans ses notes de bas de pages, en particulier la onzième. Par conséquent, cela nécessite parfois une démarche personnelle de la part du lecteur pour se renseigner sur ces affaires et comprendre leurs effets sur le droit de l'Union européenne.

Pour étayer son propos, l'auteur prend des cas concrets sur les réglementations des données personnelles afin d'illustrer l'impact de la jurisprudence de la Cour sur la gouvernance de l'Union. En outre, le professeur Hoffmann se concentre également sur le rôle de la CJUE dans la résolution des litiges entre les Etats membres et les institutions européennes, en se basant sur des indicateurs déjà évoqués auparavant tels que des exemples concrets de cas résolus par la Cour. Nous pouvons synthétiser notre propos, en affirmant que la méthode utilisée par l'auteur dans ce chapitre est une analyse doctrinale approfondie. Tout cela se base sur la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, les traités européens, les normes de protection des droits fondamentaux et des exemples concrets pour examiner le rôle de la Cour dans la construction de l'espace administratif européen et la protection des droits fondamentaux.

Nous allons, nous atteler à mettre en lumière quelques éléments, qui selon nous font partie des points notables de l'article du professeur Hoffmann. Dans un premier temps, il souligne que le nombre de décisions de la Cour de justice de l'Union européenne en matière administrative a considérablement augmenté ces dernières années. Selon lui, cela témoigne de l'importance accrue accordée à cette question dans l'Union européenne. L'article ne nous présente pas véritablement de données quantitatives, mais lorsque nous élargissons notre recherche à d'autres textes et bases de données, ils confirment cette idée. En effet, ils illustrent cette tendance croissante de la Cour de justice de l'Union européenne à traiter des affaires administratives européennes, ainsi que la diversité des parties prenantes impliquées dans ces affaires. Cette augmentation est particulièrement notable depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne qui a renforcé les compétences de l'Union européenne en matière de justice et d'affaires intérieures. Dans un deuxième temps, il examine plusieurs études de cas pour montrer l'importance de la CJUE dans la construction de l'espace administratif européen. Parmi celles-ci, l'auteur fait référence à toute une série d'affaires, qu'il a nommé sous la onzième note de bas de page. On y retrouve le numéro C-402/05 plus communément connu sous le nom de l'affaire Kadi, dans laquelle la Cour a statué que les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies ne peuvent pas être appliquées si elles sont contraires aux normes de l'Union européenne. Cette décision a eu des répercussions importantes sur la relation entre l'UE et les Nations unies en matière de lutte contre le terrorisme. De même, Hofmann souligne l'importance de la coopération entre la Cour de justice de l'Union européenne et les tribunaux nationaux dans la construction de l'espace administratif européen.

Il cite l'exemple de l'affaire C-411/10 plus connu sous le nom de l'affaire N.S. dans laquelle la CJUE a établi des normes juridiques claires en matière d'asile qui ont été appliquées par les tribunaux nationaux dans toute l'Union européenne. Cela montre que la coopération entre la Cour de justice de l'Union européenne et les tribunaux nationaux contribue à renforcer l'application cohérente du droit de l'Union européenne dans l'espace administratif européen. Pour illustrer la même idée nous pouvons aussi citer l'affaire C-50/00 qui est évoquée dans le texte sous le nom de l'exemple UPA. Cette affaire représente un cas dans lequel la protection des individus contre les règlements qui, pour leur effet, n'exigent pas de mesures d'application supplémentaires. Pour finir avec les éléments saillants du textes nous allons évoquer un dernier élément. En effet, nous comprenons que la Cour cherche à encourager les acteurs administratifs européens à respecter les normes de l'Union européenne plutôt que de simplement les contrôler. Cette approche proactive est conforme à la thèse de l'auteur selon laquelle la Cour de justice de l'Union européenne cherche à renforcer les mécanismes de contrôle juridictionnel en développant les normes juridiques qui régissent les relations entre les acteurs administratifs européens et nationaux. De même, les résultats de cette recherche mettent en évidence les interactions complexes entre les acteurs du système administratif européen et les implications de ces interactions pour le développement de la gouvernance de l'Union européenne.

Au terme de cette étude, nous pouvons affirmer que le chapitre 17 rédigé par le professeur Hofmann sur la CJUE et l'espace administratif européen offre une analyse approfondie de l'impact de la Cour sur l'émergence d'un espace administratif européen. L'auteur souligne que la CJUE joue un rôle central dans la progression de l'UE en tant que communauté de droit et dans la naissance d'un système d'administration publique européen. Ce texte confirme véritablement, l'idée bien connue selon laquelle l'Union européenne a eu un développement par le droit. En termes de critique interne, il convient de souligner que ce chapitre pourrait bénéficier d'une comparaison plus poussée avec d'autres approches théoriques de l'intégration européenne et de la gouvernance transnationale. En outre, l'analyse se concentre principalement sur les interactions entre la Cour de justice de l'Union européenne et les institutions, ainsi que les systèmes juridiques des États membres. Or, si on se réfère à la vision extensive que l'auteur a de la notion d'acteurs administratifs européens, cela ne suffit pas. Il est possible que d'autres acteurs, tels que les groupes d'intérêt, les ONG, aient également une influence significative sur le développement de l'espace administratif européen, mais ces acteurs ne sont pas examinés dans le cadre de cette étude. Par conséquent, les conclusions de l'étude pourraient être remises en question par des recherches futures. Effectivement, une étude plus approfondie de ces effets permettrait d'enrichir davantage l'analyse proposée par l'auteur en mettant en avant l'ensemble de la diversité des perspectives sur le développement de l'espace administratif européen. D'un point de vue externe, il serait également intéressant de comparer les conclusions de Hofmann avec celles d'autres auteurs travaillant sur le même sujet. Bien que le chapitre offre une analyse solide et complète de la Cour de justice de l'Union européenne, cela permettrait de mieux comprendre les implications de cette Cour et de son administration. Cependant, nous avons remarqué que la majorité des articles parut traitant la même thématique arrivent à des conclusions similaires à celle du professeur Hofmann. Par exemple, dans l'article intitulé *The European Court of*

*Justice and the European Administrative Space: A Normative Perspective* (2012), Jürgen Neyer soutient que la Cour de justice de l'Union européenne est un acteur clé dans la construction de l'espace administratif européen. Selon lui, la Cour joue un rôle important dans la définition des normes juridiques qui régissent les relations entre les institutions européennes et les administrations nationales. Cela renforce notre idée concernant l'importance de cette production. Ce chapitre demeure une contribution précieuse à l'ouvrage collectif dont il est issu et plus globalement à la compréhension de la gouvernance européenne et de l'importance de la Cour de justice de l'Union européenne dans ce domaine par le biais d'une analyse approfondie et convaincante.